

Brochure n° 3218

Convention collective nationale
IDCC : 1261. – **ACTEURS DU LIEN SOCIAL ET FAMILIAL**
(Centres sociaux et socioculturels,
associations d'accueil de jeunes enfants,
associations de développement social local)

AVENANT N° 03-19 DU 25 AVRIL 2019
RELATIF AUX INDEMNITÉS KILOMÉTRIQUES

NOR : ASET1951035M
IDCC : 1261

Entre :
SNAECSO,
D'une part, et
FNAS FO ;
USPAOC CGT ;
CFTC santé et sociaux,
D'autre part,
il a été convenu de ce qui suit :

PRÉAMBULE

Les partenaires sociaux ont souhaité simplifier l'utilisation du barème conventionnel des indemnités kilométriques pour les entreprises de la branche professionnelle.

Ainsi, le présent avenant a pour objet de supprimer la mise en place d'un barème conventionnel des indemnités kilométriques particulier à la convention collective, qui prévoyait des montants de remboursements spécifiques, afin d'appliquer le barème fiscal prévu par la direction générale des finances publiques.

Article 1^{er}

Indemnités kilométriques

L'article suivant annule et remplace l'article 1^{er} du chapitre VII « Frais professionnels » :

« Article 1^{er}

Véhicules

Pour les besoins du service et après leur accord, les salariés peuvent être amenés à utiliser leur propre véhicule.

Ils ne peuvent le faire qu'après l'autorisation expresse préalable et délivrance d'une attestation écrite pour une durée déterminée par l'employeur.

L'autorisation préalable et expresse de l'employeur donne droit à des indemnités kilométriques.

Pour les entreprises de la branche professionnelle, le barème établissant les modalités et les montants à rembourser est le barème des indemnités kilométriques fixé par la direction générale des finances publiques.

Assurance du véhicule

Pour bénéficier des indemnités kilométriques, l'assurance du salarié doit prévoir l'utilisation professionnelle de son véhicule.

L'assurance de l'employeur doit couvrir les déplacements professionnels des salariés concernés. »

Article 2

Champ d'application

Ce présent avenant doit s'appliquer dans toutes les entreprises de la branche quel que soit leur effectif. En effet, le remboursement des indemnités kilométriques s'applique aux entreprises indépendamment du nombre de salariés équivalent temps plein. Il n'y a donc pas lieu de prévoir des dispositions spécifiques pour les entreprises de moins de 50 salariés dans le cadre d'accord type au regard du fait que :

- la branche est très majoritairement composée d'entreprises dont les effectifs sont inférieurs à 50 salariés ;
- le thème de négociation du présent avenant, à savoir les indemnités kilométriques, ne peut donner lieu à des stipulations différentes selon l'effectif de l'entreprise.

Article 3

Effet de l'application

Le présent avenant a pour effet d'annuler les accords suivants :

- protocole d'accord sur les indemnités kilométriques du 27 mars 2003 ;
- protocole d'accord sur les indemnités kilométriques du 27 septembre 2005 ;
- protocole d'accord sur les indemnités kilométriques du 30 novembre 2006 ;
- protocole d'accord sur les indemnités kilométriques du 7 février 2008 ;
- protocole d'accord sur les indemnités kilométriques du 4 novembre 2009 ;
- protocole d'accord sur les indemnités kilométriques du 1^{er} décembre 2015 ;
- avenant relatif aux indemnités kilométriques du 29 juin 2017.

Article 4

Entrée en vigueur, dépôt et extension

Le présent avenant est conclu à durée indéterminée.

Sous réserve de ne pas faire l'objet d'une opposition majoritaire, la date d'entrée en vigueur du présent avenant est fixée au 1^{er} juin 2019.

Il fera l'objet d'un dépôt auprès des services centraux du ministère chargé du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social.

Dans les conditions fixées aux articles L. 2261-15, L. 2261-24 et L. 2261-25 du code du travail, les parties signataires en demandent l'extension. L'accord s'appliquera ainsi à l'ensemble de la branche professionnelle au premier jour du mois suivant la publication de son arrêté d'extension.

Fait au Kremlin-Bicêtre, le 25 avril 2019.

(Suivent les signatures.)